

L'explosion de l'insécurité du quotidien

Augmentation des cambriolages, du suicide des policiers, du vol des moutons, des émeutes et des territoires interdits aux pompiers. La sécurité intérieure française se dégrade de façon préoccupante, menaçant la cohésion et l'unité nationale.

Par Xavier Raufer

Avec cette limpidité que permet une pensée forte, Raymond Aron définissait naguère, en sept mots, ce qui confère force et permanence à l'État-nation : « *Respecté à l'extérieur, en paix à l'intérieur.* » Maintenir, améliorer, cette cruciale stabilité est ainsi la mission de tout gouvernant qui doit d'abord comprendre que les deux parties de ce théorème sont consubstantielles. Dans une nation envahie, nulle paix intérieure durable ; et quand le chaos règne dans la nation, le respect dont elle jouit au-dehors s'évanouit.

SÉCURITÉ D'ABORD

De ce fait, comme la géopolitique est la projection de puissance à partir d'un territoire, la sécurité intérieure constitue bien un renforcement décisif de notre territoire national.

Or, dans la France de 2019, la sécurité intérieure est compromise. Cela, même le Premier ministre est contraint de l'avouer (Assemblée nationale, 12 juin 2019). « *Les Français n'en peuvent plus des coups de couteau donnés pour un mauvais regard ou des batailles rangées entre bandes rivales.* » Un haut cadre de la Préfecture de police de Paris renchérit peu après (*Le Point*, 26 juillet) : « *La violence dans la*

délinquance acquisitive ne cesse de progresser. » Enfin, les Français s'inquiètent d'une criminalité galopante. Dans un sondage préluant aux élections municipales de 2020 (Odoxa-Fiducial, juillet 2019), nos concitoyens mettent en majorité la sécurité au premier plan de leurs inquiétudes, loin devant l'environnement et le développement local. Proches de La République en Marche, des Républicains et du Rassemblement national tous estiment (à 55 %-60 %), que « *les personnalités politiques locales ne parlent pas assez de sécurité.* »

Parlons donc de sécurité et comme « *le commencement est la moitié du tout* » (Pythagore), commençons par poser un diagnostic en la matière.

Présentons d'abord quelques symptômes inquiétants :

- En Île-de-France, nombre de collégiens et lycéens sont « interdits de séjour » dans leur établissement, situé – lisez bien – « en territoire ennemi », du fait de sanglantes guerres de bandes (territoires, trafics de stupéfiants, etc.). Combien de ces interdits d'études ? Une stricte loi du silence locale fait que précisément, nul n'en sait rien : l'Intérieur, l'Éducation nationale, les préfetures en cause, se bornent à se renvoyer la balle.

- À Paris – capitale se voulant ultra sécurisée – tous les jardins publics du nord-est de la ville sont interdits aux familles et enfants, car ils sont occupés jour et nuit par des toxicomanes psychotiques et des meutes violentes, avec de jeunes adultes maghrébins drogués, qualifiés par antiphrase de « mineurs isolés ».

- France entière : les violences explosent dans les hôpitaux, urgences, services psychiatriques, etc. Au quotidien, « strangulations, bousculades, coups, crachats, menaces avec armes et agressions sexuelles » ; résultat : les personnels n'en peuvent plus. Pas mieux côté pharmacies : agressions (vols violents, coups et blessures, menaces...), + 60 % en 2018.

- Coups et blessures volontaires (seulement ceux signalés aux autorités) : 240 000 en 2018, dont 44 %, dans le cadre familial. Ne prenons ici que les Français de 15 ans et plus frappés, molestés par des inconnus : 134 000, ce qui fait plus de 15 à chacune des heures de l'année.

- Cambriolages : + 18 % à Paris en 2018, peu de chose, en fait, à côté du pillage de la province au premier semestre 2019 : Territoire de Belfort, + 60 % d'effractions de domiciles, Aube, + 34 %, Haute-Marne, + 36 %, Côte d'Or, + 23 % ; etc., avec un consternant taux d'élucidation de 5 à 10 % pour cette infraction pénible pour la population. Pratiquement, côté malfaiteurs : l'idée grisante que cambrioler est sans risque neuf fois sur dix.

HAUSSE DES CAMBRIOLAGES, PARALYSIE DES FORCES DE L'ORDRE

Les forces de l'ordre ? Paralysés, peu soutenus par des chefs vacillants, policiers (nationaux, municipaux), gendarmes, pompiers et surveillants de prison souffrent. De janvier à septembre 2019, les « violences sur dépositaire de l'autorité publique » explosent de + 23 %. Face à quoi, une justice apathique (selon les syndicats de police) traite ces agresseurs en mode service minimum – hors bien sûr, des gilets jaunes, durement réprimés.

Alors, dans ces corps se voyant délaissés, les suicides se multiplient : plus de 80 entre janvier et août 2019, ce qui crée de nombreux orphelins.

Cherchons plus avant : dans la France de 2019, qui sont les malfaiteurs ? Qui pille et agresse ? *Le Parisien* du 14 avril dernier ouvre – fort prudemment – quelques pistes, qu'on imagine soufflées par d'anonymes officiels. Décodons-les :

Banlieues, proximité, opportunisme : sans doute des bandes criminelles des cités périurbaines hors contrôle.

Des individus voulant assurer leur subsistance : clairement, certains migrants.

Des réseaux structurés des pays de l'Est : lire, des nomades criminalisés.

Fait criminel majeur devant lequel, suffoqués de bienséance, une classe politique et la plupart des médias observent un politiquement correct silence.

Autre échec du ministère de l'Intérieur : son incapacité à concevoir des instruments de mesure pertinents et efficaces correspondant aux évolutions criminelles vues sur le terrain.

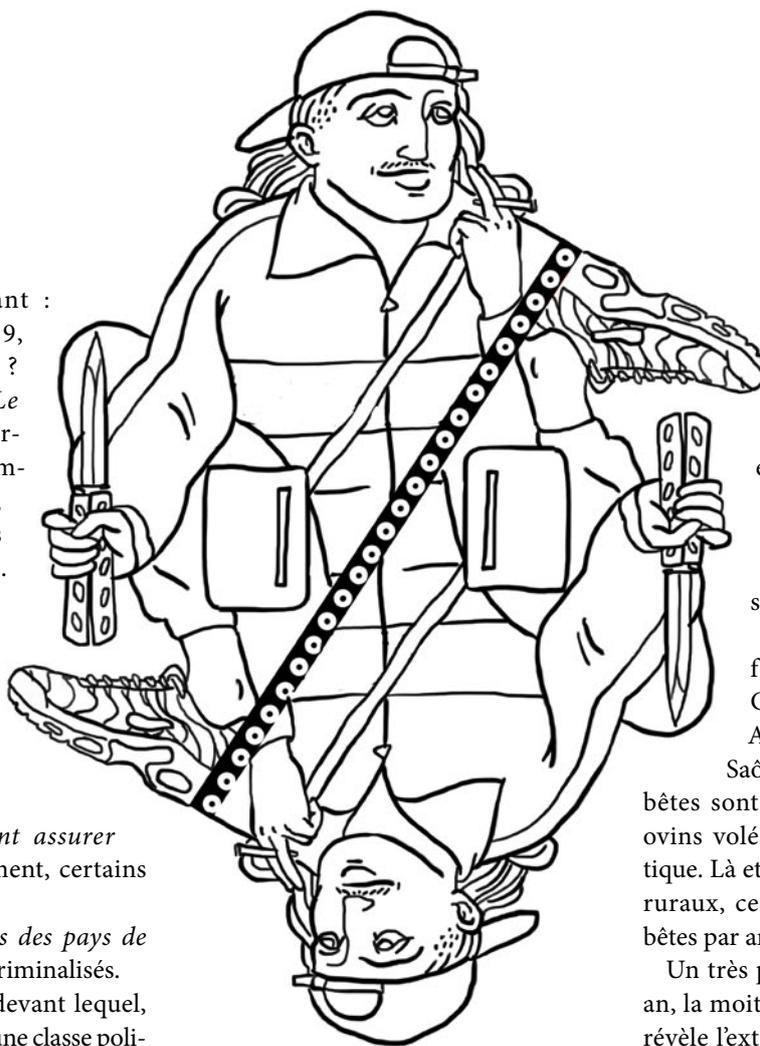
En voici quelques-unes :

- Braquages à domicile : effrayants et souvent violents cambriolages en présence des occupants, $\pm 30\%$ des $\pm 250\,000$ cambriolages de résidences principales, $\pm 75\,000$ par an, ± 205 par jour et ± 8 par heure.

- Vols « à la fausse qualité » : sous divers prétextes, de faux agents de l'EDF ou policiers volent argent et bijoux chez des gens âgés ou fragiles – 8 800 par an, 24 par jour, un par heure.

Autres marqueurs inquiétants : ceux de la mainmise territoriale de bandes criminelles sur les « territoires perdus de la République » :

- Caméras de vidéoprotection détruites ou sabotées partout en France, dans ces cités et quartiers hors contrôle



que les forces de l'ordre évitent trop souvent.

- Émeutes au quotidien (notre base documentaire en tient la liste) à chaque instant et sous tout prétexte (accident, fête...), en fait vouées à chasser la police des quartiers pour y protéger les trafics ; d'abord, celui des stupéfiants.

Enfin, approcher le terrain de plus près, notamment celui éloigné des métropoles, révèle un pillage plus systématique encore et des victimes par milliers – d'autant plus laissées à elles-mêmes qu'elles n'ont pour les protéger ou les défendre ni lobby puissant, ni agences de communication bien en cour.

LE PILLAGE DES AGRICULTEURS

Exemple, les éleveurs d'ovins. On en compte en France quelque 40 000, avec pour cheptel, environ 7 millions de brebis, moutons, agneaux, etc. Notons

que ces discrets travailleurs jouent un rôle écologique majeur, paient leurs impôts et leurs taxes, ne détruisent rien et n'agressent pas. En plus, leurs produits naturels nourrissent sainement la population, contribuant ainsi à la santé publique.

Or les élevages d'ovins français sont au pillage. Ces derniers mois (Loire-Atlantique, Meuse, Haute-Saône...), on apprend que leurs bêtes sont volées par centaines. 800 ovins volés en 2018 en Loire-Atlantique. Là et dans d'autres départements ruraux, certains éleveurs perdent 20 bêtes par an.

Un très prudent calcul (2 bêtes par an, la moitié des élevages épargnés...) révèle l'extravagant total de peut-être 40 000 ovins volés par an en silence – y compris même des écologistes qui devraient pourtant être au premier rang pour protester mais jouent ici les abonnés absents. Préjudice minimal pour les éleveurs : 10 millions d'euros par an.

Conclusion géopolitique : quand un pays est ainsi livré au pillage, la méfiance s'installe, les crispations s'aggravent, le « vivre ensemble » tourne à la faribole. Au vu de qui sont, bien souvent, les pillards, la « diversité » et « l'inclusion » en pâtissent aussi forcément. Le président Macron rêve à voix haute d'une France unie, ouverte, conquérante – comment lui donner tort ? S'il veut cependant que ce beau rêve se réalise, il serait bien avisé de se préoccuper, plus et mieux, d'un secteur régalien trop délaissé et de tout ce qui, à présent, rend ce beau rêve futile et irréel.

NB : Les sources de toutes les données figurant dans cet article sont à disposition, sur demande à l'auteur. ▶